

OFFRIR LE MONDE

SPORT • EXCLUSION

## « Chasse aux indésirables », un collectif d'associations s'attend à « un héritage antisocial » des JO de Paris 2024

Une centaine d'organisations regroupées au sein du collectif *Le revers de la médaille* publie un rapport dénonçant un « nettoyage social » aux alentours des sites olympiques, afin d'en éloigner prostituées, SDF ou migrants.

Par Mustapha Kessous

Publié aujourd'hui à 07h35, modifié à 08h07 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Une personne sans domicile fixe devant la cathédrale Notre-Dame, le 4 avril 2024 à Paris. MIGUEL MEDINA / AFP

Depuis plusieurs mois, des dizaines d'associations alertent sur un éventuel « *nettoyage social* » dans les rues de Paris – et ses alentours – à l'occasion des Jeux olympiques (du 26 juillet au 11 août) et paralympiques (du 28 août au 8 septembre). Démantèlements de campements d'exilés, déplacements « *forcés* » de sans-abri, évacuations de squats, interdictions de distributions alimentaires...

**Lire aussi la tribune | [JO 2024 : « Peut-on imaginer que la fête olympique soit réussie si, pendant les jeux, des milliers de personnes dorment chaque soir dans la rue ? »](#)**

Selon elles, les pouvoirs publics chercheraient, en accélérant le tempo ces dernières semaines, à se débarrasser au plus vite de milliers d'« *indésirables* » – prostituées, SDF, migrants ou vendeurs à la sauvette –, histoire de soigner, pour les futurs touristes (15 millions attendus), l'image de la ville hôte.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

« Tirer la sonnette d'alarme n'était pas suffisant, argue Paul Alauzy, coordonnateur de la veille sanitaire à Médecins du monde. Il fallait documenter cette politique maltraitante envers les populations les plus fragiles avant le début des Jeux olympiques et paralympiques [JOP]. » Ainsi, lundi 3 juin, lui comme d'autres responsables associatifs – rassemblés au sein du collectif Le revers de la médaille – ont rendu public un rapport intitulé « Un an de nettoyage social avant les JOP : "Circulez, y a rien à voir" ».

**Lire aussi | [La crainte d'un « nettoyage social » dans les rues de Paris avant les JO](#)**

Dans ce document de 75 pages – que *Le Monde* a pu consulter –, le collectif, qui regroupe plus d'une centaine d'organisations (dont Aides, le Secours catholique, Action contre la faim...), estime que Paris 2024 sera « un accélérateur d'exclusion des plus précaires ». Il s'appuie sur des données chiffrées – « non exhaustives » – issues des remontées de terrain de différentes associations, de témoignages ainsi que de l'« analyse juridique » de documents officiels (comme des arrêtés) entre le 26 avril 2023 – date de l'évacuation de l'immense squat à L'Île-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), à proximité du futur village des athlètes – et le 30 mai 2024.

### « Hors de tout cadre légal »

Durant ces treize mois, 138 expulsions de lieux de vie informels en Ile-de-France – situés non loin des sites olympiques – ont été recensées : 64 bidonvilles (à Cergy ou à Saint-Denis), 34 regroupements de tentes (Paris et Aubervilliers) et 33 squats (comme à Vitry-sur-Seine, le plus grand de France)... C'était, selon *Le revers de la médaille*, 121 sur la même période en 2021-2022, et 122 en 2022 et 2023. Ces évictions ont concerné au minimum 12 545 personnes, « une augmentation de 38,5 % par rapport à la période 2021-2022 », peut-on lire dans le rapport : « 3 434 étaient mineures, soit deux fois plus que l'an dernier, et presque trois fois plus qu'en 2021-2022. »

Le collectif assure qu'une partie des expulsions – parfois « violentes » – se sont faites « hors de tout cadre légal » avec, par exemple, la publication tardive d'arrêtés préfectoraux ou municipaux des évacuations, là où la jurisprudence impose de laisser aux intéressés le temps de déposer un recours. Certains, affirme le rapport, ont été « pris sans justification suffisante », en avançant des « risques » (terrorisme, crue de la Seine...) qui n'ont pas été « établis ». « Parfois, il n'y a pas eu d'acte administratif », assure l'avocate Aurélie Huot, directrice adjointe du pôle accès au droit et à la justice du fonds de dotation Barreau de Paris Solidarité.

Par conséquent, « les personnes ne peuvent faire l'objet d'aucune prise en charge sociale adaptée ni anticiper de solution post-expulsion », écrit *Le revers de la médaille*. Dans un cas sur deux, les habitant-es n'étaient même pas au courant de l'existence d'une procédure d'expulsion de leur lieu de vie ». Et une partie d'entre eux seulement a pu trouver une solution de relogement. « Cette situation d'être sans cesse déplacés les pousse à l'errance », regrette M<sup>me</sup> Huot.

**Lire aussi | [Une centaine de migrants, principalement des mineurs, évacués d'un campement à Paris, sans solution d'hébergement](#)**

En outre, une activité semble durement visée : la prostitution. Le collectif s'attarde sur le sort réservé aux travailleurs du sexe (TDS) et aux victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Qu'ils se trouvent aux bois de Vincennes et de Boulogne ou dans les quartiers parisiens de Belleville et de Château-Rouge, le constat est le même, celui d'un « harcèlement policier » : « Contrôles administratifs à répétition », « verbalisations des camionnettes » des prostitués, lutte zélée contre

« l'exhibition sexuelle ». Les associations regrettent qu'il n'y ait pas eu « une politique de prévention » et « d'information en lien avec les JOP ».

En effet, d'après les chiffres de l'association Aides, 20 % des TDS rencontrés, entre janvier et avril, au bois de Boulogne, n'étaient pas au courant de la tenue à Paris des Jeux olympiques. Le collectif a dénombré au moins 315 contrôles entre mai 2023 et avril 2024, 73 obligations de quitter le territoire (OQTF) et l'expulsion d'une personne en Chine. Il rapporte aussi de nombreux témoignages de « maltraitance policière » : « Présence de chiens policiers, insultes, poursuites dans les fourrées, extractions forcées des camionnettes, refus de laisser les femmes se rhabiller... », détaille-t-il.

### « Criminaliser les plus précaires »

Pour « éviter les contrôles », ajoute le document, des TDS viennent travailler de plus en plus tard dans la nuit, d'autres basculent sur Internet ou se déplacent dans des villes éloignées qu'elles ne connaissent pas. Enfin, le rapport évoque la « chasse » aux usagers de drogue (notamment crack et cocaïne) et aux vendeurs à la sauvette. « Les abords des sites olympiques et paralympiques ont été systématiquement nettoyés », insiste Le revers de la médaille. « Cela revient à criminaliser les plus précaires au lieu de les protéger », s'offusque M<sup>me</sup> Huot.

Selon le collectif, « l'objectif » des pouvoirs publics est d'« invisibiliser les indésirables aux abords des sites olympiques et des lieux de passage de la flamme », et de les en « éloigner ». « Du coup, les associations peuvent perdre le contact des personnes qu'elles suivent, se désolé Bénédicte Maraval, assistante sociale au Comité pour la santé des exilés. Tout notre travail de soin et d'accompagnement social est cassé. Il faut gérer des urgences liées à ces déplacements. »

**Lire aussi | [Avant les JO de Paris, des associations dénoncent un « nettoyage social », les autorités démentent vouloir « cacher la misère »](#)**

De leur côté, les autorités ont démenti toute volonté de « cacher la misère » avant les Jeux. Elles ont d'ailleurs annoncé l'ouverture de quelque 300 places pour accueillir de « grands marginaux » vivant autour des sites olympiques. Des « sas d'accueil temporaires régionaux » ont, par ailleurs, été créés dans le but de désengorger l'Île-de-France. « Insatisfaisant », estime le collectif, qui avait proposé au Comité d'organisation des Jeux et à ses sponsors de financer une prise en charge des précaires à hauteur de 10 millions d'euros. Sans succès.

Le revers de la médaille ne croit plus en la promesse de Paris 2024 de « léguer une société plus inclusive après les Jeux ». Au contraire, le collectif estime que les agissements des pouvoirs publics « présagent dès maintenant un héritage antisocial des Jeux et que, sans changement politique majeur, les pratiques de nettoyage social perdureront, bien après les JOP ». « C'est une politique pensée qui s'est accélérée avec l'huile olympique, avance Paul Alauzy. La seule chose qu'on peut faire, c'est la ralentir. »

**Mustapha Kessous**

---

## Le Monde Guides d'achat

Découvrir

### Aspirateurs balais

Les meilleurs aspirateurs balais sans fil

### Robots Pâtisseries

Les meilleurs robots pâtisseries

### Pianos numériques

Les meilleurs pianos numériques pas chers pour débutants

Voir plus

